

**MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE PROJET
DE REALISATION DE BATIMENT TEMPORAIRE
COUR D'APPEL DE VERSAILLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Table des matières

PREAMBULE.....	6
1 - DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE.....	6
1.1 - OBJET DU MARCHE	6
1.2 - LIEU D'EXECUTION	6
1.3 - FORME DE CONTRAT.....	6
1.4 - CONTENU DE LA MISSION.....	6
1.5 - DECOMPOSITION EN TRANCHES	7
1.6 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
1.7 - DESIGNATION DES INTERVENANTS SUR LE PROJET	7
1.8 - ORGANISATION DU GROUPEMENT	8
1.9.1 Obligations du mandataire	8
1.9.2 Obligations des cotraitants	9
1.9.3 Transmission des documents entre le groupement et le Maître d'ouvrage	9
1.9.4 Défaillance d'un membre du groupement.....	9
1.9 - SOUS-TRAITANCE	9
2 - PIECES CONTRACTUELLES	11
3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	12
4.1 UTILISATION D'UNE GED SUR L'OPERATION	12
4.2 DEMARCHE BIM ET MAQUETTE NUMERIQUE	12
4.3 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	12
4.4 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	12
4.4.1 Notification des ordres de service du Maître d'ouvrage	12
4.4.2 Possibilité pour le Maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service	13
4.4.3 Informations réciproques	13
4.4.3.1 Informations données par le Maître d'ouvrage au Maître d'œuvre pendant l'exécution du marché.....	13
4.4.3.2 Informations données par le Maître d'œuvre au Maître d'ouvrage.....	13
4.4.3.3 Comptes rendus des réunions.....	13
4.5 FORMALISATION DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES DE PROGRAMME	14
4.5.1 Fiches modificatives	14

4.5.2	Modifications à l'initiative du MOA	14
4.5.3	Modifications à l'initiative du TITULAIRE	15
4.5.4	Validation des fiches modificatives	15
4.5.5	Mise en œuvre des fiches modificatives.....	15
5	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
5.1	OBLIGATION GENERALE.....	16
5.2	DEVOIR DE CONSEIL	16
5.3	SIGNALEMENT DES ANOMALIES RELEVÉES.....	16
5.4	QUALIFICATION ET FORMATION DU PERSONNEL	16
5.5	MOYENS MATERIELS.....	16
6	DURÉE ET DÉLAIS D'EXECUTION	16
6.1	DURÉE DU MARCHÉ	16
6.2	DÉLAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ.....	17
7	PRIX.....	20
7.1	NATURE DES PRIX	20
7.2	CONTENU DES PRIX	21
7.3	VARIATION DES PRIX	22
8	AVANCE	23
8.1	CONTENU DE L'AVANCE.....	23
8.2	REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	23
9	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	23
9.1	RÈGLEMENT DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS AVANT-PROJET DÉTAILLÉ (APD)	24
9.2	RÈGLEMENT DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS PROJET (PRO).....	24
9.3	RÈGLEMENT DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS D'ASSISTANCE À LA CONTRACTUALISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX (ACT).....	24
9.4	RÈGLEMENT DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS DES PRESTATIONS VISA.....	24
9.5	RÈGLEMENT DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS DE DIRECTION DE L'EXECUTION DES MARCHÉS DE TRAVAUX (DET)	25
9.6	RÈGLEMENT DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS D'ASSISTANCE AU MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LES OPÉRATIONS DE RÉCEPTION ET PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR).....	26
9.7	RÈGLEMENT DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS COMPLÉMENTAIRES.....	26
9.8	RÈGLEMENT DU SOLDE	26
9.9	PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	27
9.10	DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	27

9.11	PAIEMENT DES COTRAITANTS	27
9.12	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	28
10	ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE	28
10.1	DEFINITIONS DES TERMES DE L'ENGAGEMENT	28
10.1.1	Coût estimatif des travaux (C.0)	28
10.1.2	Coût prévisionnel des travaux (C.APD)	28
10.1.3	Coût initial des travaux (Ci.TVX)	29
10.1.4	Coût final des travaux (Cf.TVX)	29
10.1.5	Forfait provisoire de rémunération	29
10.2	ETUDES SUPPLEMENTAIRES	29
10.2.1	Catégorie 1 et 2	30
10.2.2	Catégorie 3	30
10.2.3	Catégorie 4	30
10.3	ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU COUT ESTIMATIF DES OUVRAGES (C.0)	30
10.3.1	Cas 1 : l'écart entre C.APD et C.0 est compris entre 0 et 2,5%	30
10.3.2	Cas 2 : l'écart entre C.APD et C.0 est compris entre 2,5 et 10%	31
10.3.3	Cas 3 : l'écart entre C.APD et C.0 est supérieur à 10%	31
10.4	ENGAGEMENT SUR LE COUT PREVISIONNEL DES OUVRAGES (C.APD)	31
10.4.1	Cas 1 : le Ci.TVX dépasse le C.APD dans une fourchette comprise entre 0 et 2,5%	32
10.4.2	Cas 2 : le Ci.TVX dépasse le C.APD de plus de 2,5%	32
10.5	ENGAGEMENT SUR LE COUT FINAL DES TRAVAUX (Cf.TVX)	32
11	PENALITES	33
11.1	COMPTABILISATION DES PENALITES	33
11.2	PENALITES DE RETARD POUR NON-RESPECT DES DELAIS D'EXECUTION	33
11.3	AUTRES PENALITES	39
11.3.1	Pénalité pour manquement dans le cadre de la mission DET	39
11.3.2	Pénalité pour absence aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)	39
11.3.3	Pénalité pour absences aux OPR	39
11.3.4	Pénalités pour non-remplacement du Directeur de projet par une personne de compétences équivalentes	39
12	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION	40

12.1	IMPREVISION	40
12.2	CLAUDE DE REEXAMEN	40
12.2.1	Remplacement du Titulaire initial par un nouveau Titulaire en cours d'exécution	40
12.2.2	Remplacement du mandataire Titulaire en cours d'exécution	41
13	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	41
13.1	RESPONSABILITES	41
13.2	ASSURANCES	41
14	DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	42
15	APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL (ART. D.8222-5)	42
16	RESILIATION DU MARCHE	42
16.1	RESILIATION POUR FAUTE	42
16.2	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	43
16.3	CHANGEMENT DE SITUATION AU REGARD DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER.....	43
16.4	MANQUEMENT CONSTATE PAR LA CJUE	43
17	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	43
18	CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	44
19	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	44
20	DEROGATIONS	45

PREAMBULE

A ce stade de la consultation, le MOA se réserve le droit d'apporter les modifications nécessaires au présent document.

Une nouvelle version du CCAP sera transmise lors de la phase offres.

Certaines pièces de la consultation et ou annexes, seront également transmises en phase offres. Ces éléments sont mis en lumière à travers la couleur rouge tout au long du document.

1 - DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent une Mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'un bâtiment temporaire dans la cour d'honneur destinée à accueillir temporairement diverses fonctions de la Cour d'Appel pendant les différentes phases de rénovation des bâtiments existants.

La description des prestations à réaliser ainsi que les prescriptions techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulière (CCTP) et le Programme de l'opération.

Les travaux à réaliser dans le cadre du présent marché appartiennent à la catégorie d'ouvrage : opération de construction neuve de bâtiment au sens de l'article R2431-3 du code de la commande publique.

1.2 - Lieu d'exécution

Le site concerné par les travaux est situé à l'adresse suivante : 5, rue Carnot 78000 Versailles.

1.3 - Forme de contrat

Le présent marché est un marché public de prestations intellectuelles.

1.4 - Contenu de la mission

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

En application de l'article R. 2431-5 du Code de la commande publique, le présent marché comprend des missions de base de maîtrise d'œuvre ainsi que des missions complémentaires.

■ Missions de base :

N° de mission	Contenu de la mission
1.	Etudes d'avant-projet détaillé (APD)
2.	Etudes de projet (PRO)
3.	Rédaction des DCE et Assistance à la contractualisation des marchés de travaux (DCE/ACT)
4.	Direction de l'exécution (DET)

5.	Visa des études d'exécution (VISA)
6.	Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR – GPA)

■ Missions complémentaires :

N° de mission	Contenu de la mission
7.	Gestion des interfaces (INT)
8.	Synthèse (SYN)
9.	Coordination, élaboration et suivi d'instruction des dossiers administratifs et réglementaires (ADMI)
10.	Gestion Electronique Documentaires (GED)
11.	Mission de coordination pour le système de sécurité incendie (CSSI)
12.	Communication sur l'Opération et maquette (COM/MAQ)
13.	Définition et choix des équipements mobiliers (MOB)
14.	Traitement de la signalétique (SIG)

Lorsque les missions complémentaires ne sont pas confiées par le MOA au MOE, ce dernier, au titre de son obligation de conseil, attire l'attention du MOA sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

1.5 - Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage pourra confier au Maître d'œuvre du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Désignation des intervenants sur le projet

Les intervenants sont :

- Le Maître d'ouvrage
- Le Maître d'œuvre en charge des travaux de VRD de la rénovation de la Cour d'honneur
- Le CSPS
- Le CT
- L'OPC
- Les opérateurs économiques chargés des travaux
- Les services de l'état (commune, cour d'appel, architecte etc..)

Ces intervenants seront nommément désignés et transmis au MOE dès la notification de leur marché.

1.8 - Organisation du groupement

1.9.1 Obligations du mandataire

En tant que mandataire solidaire, le mandataire du groupement se porte garant de la totalité de l'exécution des prestations objet du présent marché et doit pallier toute défaillance d'un ou de plusieurs cotraitants.

En outre, le mandataire du groupement assure la représentation de ses cotraitants ainsi que la coordination de leurs interventions.

Au titre de son obligation de représentation des cotraitants, le mandataire :

- est l'interlocuteur unique du Maître d'ouvrage
- assure la transmission au Maître d'ouvrage après analyse et avis pour information, de toutes productions et communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un cotraitant,
- assure la transmission au Maître d'ouvrage des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement de ses sous-traitants et des sous-traitants des différents cotraitants,
- assure la transmission au Maître d'ouvrage en temps utile de toutes informations relatives à la bonne réalisation du projet,
- assure la représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation ou différend, notamment vis-à-vis du Maître d'ouvrage
- assure la représentation de chacun des cotraitants et sous-traitants éventuels, vis-à-vis des intervenants tiers au marché.

Au titre de son obligation de coordination et de pilotage du groupement, le mandataire doit :

- assurer la transmission aux cotraitants, avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, ou tout autre décision émanant du Maître d'ouvrage,
- assurer la gestion des interfaces internes au groupement et les interfaces externes du groupement
- centraliser et mettre en cohérence la production des différents cotraitants, dans le respect des objectifs et dispositions du présent marché,
- suivre l'application des dispositions du marché par les cotraitants et étudier les solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient la bonne exécution du marché et la bonne réalisation du projet,
- assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène et de sécurité,
- participer aux réunions du CISSCT,
- s'assurer du respect des dispositions prescrites par le CSPS,
- assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants.

1.9.2 Obligations des cotraitants

Dans le cadre d'un groupement, chaque cotraitant doit :

- fournir au mandataire pour transmission au Maître d'ouvrage tout document prévu par le présent marché ou nécessaire à la réalisation du projet,
- faire connaître l'état d'avancement des tâches dont il est en charge, afin de permettre le suivi de l'avancement,
- informer le mandataire de tout événement susceptible de perturber la bonne réalisation des travaux,
- prendre en compte les remarques émanant du mandataire.

1.9.3 Transmission des documents entre le groupement et le Maître d'ouvrage

Le Mandataire assure la transmission au Maître d'ouvrage de l'ensemble des documents émanant des cotraitants, soit en signant la lettre ou le bordereau d'envoi, soit en contresignant le document lui-même. Dans le cas contraire ils ne seront pas admis par le Maître d'ouvrage.

Par principe, le Maître d'ouvrage transmet ses courriers et documents au mandataire du groupement. Le Maître d'ouvrage se réserve toutefois la possibilité de s'adresser directement à un cotraitant en transmettant alors une copie du courrier ou du document au mandataire du groupement.

1.9.4 Défaillance d'un membre du groupement

La défaillance d'un membre du groupement est constituée dès lors qu'un membre du groupement, qu'il s'agisse du mandataire ou des autres cotraitants, ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent au titre du présent marché.

En cas de défaillance d'un cotraitant, le Maître d'ouvrage doit notifier au mandataire une mise en demeure de prendre les mesures nécessaires pour palier, dans le délai qui lui est prescrit dans la mise en demeure, la défaillance de son cotraitant et permettre la poursuite de la bonne exécution du marché.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le MOA d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

1.9 - Sous-traitance

Le Maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'ouvrage et de l'agrément par lui de l'objet de la sous-traitance et des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6. du CCAG MOE.

Le Maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché à condition d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance dans les conditions fixées par les articles L. 2193-4 et suivants et R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution d'un marché, le Titulaire doit adresser au Maître d'ouvrage en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le Titulaire mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le représentant du Maître d'ouvrage. L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont formalisés par l'établissement de déclarations de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'entreprise sous-traitante, par l'entreprise qui sous-traite, et par le Maître d'ouvrage.

Si le sous-traitant est amené à exécuter des prestations supplémentaires, ou si l'étendue de ses prestations est réduite, le Maître d'œuvre doit transmettre au Maître d'ouvrage une déclaration modificative de sous-traitance (formulaire DC4), qui précise la nature de la modification des prestations, ainsi que le nouveau montant des prestations sous-traitées.

Il est précisé qu'en cas de groupement, si le membre du groupement qui propose de sous-traiter n'est pas le mandataire du groupement, alors la demande d'acceptation et d'agrément du sous-traitant est signée par ce membre du groupement, puis contresignée et présentée par le mandataire du groupement au Maître d'ouvrage.

Les obligations qui incombent au Titulaire dans ce cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le Titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de sous-traitance, le Titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Conformément à l'article R. 2193-10 du Code de la commande publique, lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant dispose du droit au paiement direct par le Maître d'ouvrage.

Les personnels réalisant les prestations devront pouvoir à tout moment prouver, sur simple demande du Maître d'ouvrage, qu'ils sont bien dûment employés par le Titulaire du marché, soit par un sous-traitant qui aurait été accepté.

2 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- 1.L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2.Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 2.1 : Signature électronique
 - Annexe 2.2 : Fiche modificative
 - Annexe 2.3 : EDIFLEX
- 3.Le Programme et ses annexes ;
- 4.Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 5.La décomposition du Prix global et forfaitaire (DPGF) et ses annexes ;
- 6.Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-MOE) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1er avril), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché ;
- 7.Le mémoire technique remis par le Titulaire à l'appui de son offre pour l'exécution du contrat

Seul l'exemplaire original de ces documents conservé dans les locaux du Maître d'ouvrage fait foi.

Les pièces annexées à un document contractuel sont également contractuelles.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le MOA et le Titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les dispositions de chacune de ces pièces ne s'imposent contractuellement que dans la mesure où elles ne dérogent pas aux dispositions des pièces qui lui sont supérieures au regard de l'ordre de priorité susvisé.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois (M0) correspondant au mois de remise des projets.

Par ailleurs, le Maître d'œuvre ne pourra se prévaloir dans l'exercice de ses missions, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Ces documents, bien que non joints au présent marché, sont réputés connus du Maître d'œuvre.

3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

4.1 Utilisation d'une GED sur l'opération

Conformément aux prescriptions du CCTP, le MOE met à disposition une plateforme de Gestion Electronique de Documents (GED) pendant la durée de l'opération.

Le Maître d'œuvre devra verser dans cette GED, tous les livrables attendus au titre de son marché, dans toutes leurs versions.

Un nombre limité d'accès à la GED sera mis à disposition du Maître d'œuvre par le Maître d'ouvrage, en ciblant strictement les profils impliqués dans les processus d'échanges documentaires.

Le MOE devra procurer les formations nécessaires au MOA pour accéder à l'outil.

4.2 Démarche BIM et maquette numérique

Le Maître d'Ouvrage n'exige pas que le projet soit développé en démarche BIM.

Néanmoins le Maître d'œuvre est libre d'y recourir dans le cadre de sa mission après acceptation du Maître d'ouvrage.

4.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6.1 du CCAG-MOE, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

4.4 Communication entre les parties

4.4.1 Notification des ordres de service du Maître d'ouvrage

Les décisions du Maître d'ouvrage précisant les modalités d'exécution des prestations prévues par le présent marché sont notifiées par voie d'ordres de service.

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- lorsqu'une décision du Maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au Maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- si le Maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- dès lors qu'une décision du Maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

Les ordres de service sont datés, signés et numérotés par le Maître d'ouvrage.

Les ordres de service sont adressés par lettre recommandée postale ou électronique à l'adresse du Mandataire du Groupement.

L'accusé de réception postal ou électronique atteste de la date de réception de l'ordre de service.

4.4.2 Possibilité pour le Maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le Maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le Maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations ou de réserves de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE

Par dérogation aux dispositions du 1er alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG MOE, le Maître d'œuvre peut refuser de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service qui seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Dans ce cas, il notifie par écrit au Maître d'ouvrage son refus motivé dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de cet ordre de service, sous peine de forclusion.

4.4.3 Informations réciproques

4.4.3.1 Informations données par le Maître d'ouvrage au Maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le Maître d'ouvrage communique au Maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- de toute observation ou de tout documents adressés directement au Maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le Maître d'œuvre informe le Maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

4.4.3.2 Informations données par le Maître d'œuvre au Maître d'ouvrage

Le Maître d'œuvre communique au Maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'ouvrage.

4.4.3.3 Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre sont établis par le Maître d'œuvre qui les communique dans les délais au CCTP.

Les destinataires disposent de 15 jours pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

4.5 Formalisation des prestations supplémentaires ou modificatives de programme

En complément de l'article 14.1 du CCAG MOE, le présent article s'applique aux prestations supplémentaires ou modificatives du programme dont la réalisation serait prescrite par ordre de service et régularisée par voie d'avenant.

Ces prestations sont entendues comme tout changement dans le contenu du projet, du programme, entraînant des études en plus ou en moins ou des évolutions de la définition des prestations ayant une incidence sur le prix et éventuellement sur la durée d'exécution.

En amont de la notification de l'OS, le MOE doit avoir établi au préalable une fiche de modification de qui doit être acceptée formellement par le MOA.

Dans le cadre de cette consultation, qui peut faire suite à une demande du MOA, ou à une initiative du MOE, il revient en tout état de cause au TITULAIRE d'établir une fiche modificative, conforme au modèle de fiche modificative figurant en annexe 2 au présent CCAP.

4.5.1 Fiches modificatives

Les fiches modificatives sont établies par le MOE afin de permettre l'instruction de toute demande de modification ou supplémentaire émise par le MOA ou par le TITULAIRE, et mettre ainsi le MOA en mesure de décider s'il accepte ou non la mise en œuvre de la prestation supplémentaire ou modificative dont il est question. Les fiches modificatives à établir par le MOE doivent se conformer au modèle de fiche modificative figurant en annexe 2 au présent CCAP, et détaillent notamment ;

- La nature et l'origine de la modification envisagée, étayée par tout élément descriptif (plans, notice technique explicative) ainsi que l'explicitation des impacts techniques, architecturaux et réglementaires,
- L'incidence sur les surfaces,
- Les motifs qui justifient la modification envisagée,
- L'incidence financière de la modification envisagée avec la proposition de prix du MOE
- L'incidence sur les délais et le planning contractuel,
- Les observations éventuelles du CSPS et du CT.

4.5.2 Modifications à l'initiative du MOA

Lorsqu'une modification est demandée par le MOA au MOE, le MOE dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du MOA pour établir la fiche modificative correspondante et la transmettre au MOA.

Suivant la teneur des modifications demandées par le MOA et les études particulières qu'elles pourraient requérir, le délai précité, s'il est jugé insuffisant, pourra être adapté sur accord express du MOA, mais ne pourra, en tout état de cause, pas dépasser la durée maximale de 30 jours.

Pour certaines modifications, le MOA pourra exiger du TITULAIRE qu'il propose a minima deux alternatives technico-financières comparatives permettant de répondre à la demande de modification du MOA.

Ne pourront être considérées comme modifications, les évolutions suivantes :

- Evolution des affectations de locaux et surfaces dans la limite de la surface dans-œuvre du projet avec une tolérance de 10% en cas d'ajout de surface/locaux non prévues. Au-delà, les Parties pourront appliquer la clause de réexamen prévue à cet effet

- Déplacement, ajout, retrait de points d'eau, n'excédant pas 10% du nombre prévu au présent Marché ;
- Déplacement, ajout, retrait de points électriques (PC, TV, RJ45, points lumineux), n'excédant pas 10% du nombre prévu au présent Marché ;
- La mise en place d'évacuations complémentaires ;
- Le cheminement des réseaux aérauliques et électriques peuvent être déplacés en quantité limitée.

Ne sont pas considérées comme modifications de programme, les adaptations de prestations résultantes :

- Des observations formulées par le contrôleur technique, le coordonnateur SPS, ou les attendus du permis de construire ;
- Du choix de l'aspect et des coloris d'échantillons présentés à l'acceptation du Maître d'ouvrage ;
- De modifications de distribution partielles dans un secteur déterminé afin d'en améliorer l'ergonomie.

4.5.3 Modifications à l'initiative du TITULAIRE

Lorsqu'une modification est demandée par le TITULAIRE, ce dernier instruit la modification en cause dans une fiche modificative correspondante qu'il transmet au MOA

4.5.4 Validation des fiches modificatives

A l'appui des fiches modificatives établies par le MOE, le MOA, sans être tenu par les éléments figurant dans cette fiche modificative, décide ou non de valider les fiches modificatives établies par le MOE, dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date transmission de la fiche modificative au MOA.

Passé ce délai, le silence gardé par le MOA vaut refus de la proposition de modification qui lui est transmise.

Le délai précité peut cependant être suspendu en cas de remarques et d'observations de la part du MOA, appelant une prise en compte par le TITULAIRE, et une mise à jour de la fiche modificative. Ces remarques ou observations peuvent notamment consister en l'étude d'au minima deux alternatives technico-financières comparatives, ou encore en l'intégration de certaines conditions fixées par le MOA.

En pareil cas de figure, le TITULAIRE dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'émission des observations et remarques du MOA pour en assurer l'intégration à la fiche modificative et lui transmettre une nouvelle version.

S'il est jugé insuffisant, ce délai pourra être adapté sur accord express du MOA, mais ne pourra, en tout état de cause, pas dépasser la durée maximale de trente (30) jours.

Une fois la fiche modificative reprise, le MOA dispose alors d'un délai de quinze (15) jours pour accepter ou refuser cette fiche modificative modifiée.

4.5.5 Mise en œuvre des fiches modificatives

S'il valide une fiche modificative, le MOA prescrit par ordre de service au MOE de mettre en œuvre la modification concernée.

Le MOA établit également un prix provisoire conformément à la procédure décrite à l'article 14.2 du CCAG MOE.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le MOE ne fournirait pas de proposition de modification, et/ou de prix dans les délais impartis, ou en cas de divergence sur les prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations modificatives, le MOE peut, même s'il n'a pas validé au préalable une fiche modificative, notifier au MOE un ordre de service lui prescrivant de mettre en œuvre des prestations modificatives.

5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Obligation générale

Le Titulaire est engagé par une obligation de résultat. Il doit, en permanence, adapter les moyens mis en œuvre pour respecter cette obligation.

Il respecte et fait respecter les réglementations applicables à l'objet de la présente consultation.

5.2 Devoir de conseil

En sa qualité de professionnel, le Titulaire a une obligation de conseil et d'information du Maître d'ouvrage sur toute mesure propre à améliorer le projet. Cette information se fera à tout moment en s'adressant au représentant du Maître d'ouvrage.

5.3 Signalement des anomalies relevées

Le Titulaire a l'obligation de signaler immédiatement au Maître d'ouvrage, par tout moyen assurant une traçabilité, les anomalies constatées ou provoquées par la réalisation des prestations objet de la présente consultation.

Le Titulaire doit remédier sans délai aux anomalies relevant de sa responsabilité et aux détériorations qu'il aurait provoqué. En tout état de cause, il garantit le Maître d'ouvrage contre tout recours et de toutes condamnations à ce titre.

5.4 Qualification et formation du personnel

Le Titulaire a l'obligation de disposer de personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications indispensables pour assurer l'exécution des prestations objet de la présente consultation.

En cas d'absence ou de départ d'un intervenant affecté au marché, le Titulaire doit impérativement le remplacer par un intervenant dont la qualification et les compétences sont, a minima, équivalentes à celles de l'ancien intervenant, et pour lequel il aura obtenu l'accord du Maître d'ouvrage.

5.5 Moyens matériels

Le Titulaire mobilise l'ensemble des moyens nécessaires à la réalisation des prestations.

Il s'engage à fournir à son personnel opérationnel tous les moyens matériels dont il pourrait avoir besoin pendant son intervention au titre du marché.

6 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

6.1 Durée du marché

Le marché de maîtrise d'œuvre a une durée de validité courant de sa date de notification jusqu'à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » des travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

En cas de pluralité des délais de garantie de parfait achèvement, il est entendu que le marché s'achève à l'expiration du dernier délai ou de la dernière prolongation si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin du délai initial concerné.

6.2 Délais d'exécution des prestations du marché

Les délais d'exécution des prestations objet du présent marché sont exprimés en **jours calendaires**, et principalement par référence aux dates des décisions d'enclenchement des différentes missions par le Maître d'ouvrage par ordre de service, ci-après dénommé TM1 pour la date de la décision d'enclenchement de la mission M1, TM2 pour la date d'enclenchement de la mission M2, et ainsi de suite.

Ces délais sont exprimés sous la forme de jalons (J.), c'est à dire comme les dates limites (au plus tard) que doit respecter le Titulaire pour honorer le présent marché.

Il est précisé que les livrables concernés par ces jalons devront être produits par le Titulaire au Maître d'ouvrage, dans une version :

- Conforme aux exigences contractuelles, aux règles de l'art et au niveau de qualité attendu,
- Complète, finalisée et mise à jour,
- Claire, concise et précise,
- Intelligible et compréhensive, dénuée d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

Si les livrables ne sont pas remis conformément à ces prescriptions, ils seront considérés comme n'ayant pas été remis, auquel cas les pénalités seront applicables si les jalons de production desdits livrables sont dépassés.

En outre, il est précisé que la production des livrables à date, conformément aux prescriptions mentionnées ci-avant, ne vaut pas approbation dudit livrable.

Toute approbation d'un livrable nécessitera une décision formelle du Maître d'ouvrage.

Intitulé du Jalon	Missions	Désignation du livrable	Délais d'établissement (au plus tard) du jalon	Point de départ du délai
Général		Plan de management de Projet	21 jours	A compter de la notification du marché
Général		Plan d'Assurance Qualité	21 jours	A compter de la notification du marché
Général		Transmission de la fiche modificative	15 jours	A compter de la notification de la demande du MOA
MISSIONS DE BASE				
J.1	M.1 APD	Avant-projet Définitif V1	TM1 + 80 jours	Date de notification de l'ordre de service de la mission M1 : TM1
J.2		Note de stratégie d'achats et d'allotissement	TM1 + 80 jours	
J.3		Reprise du dossier APD V2	20 jours	A compter de la notification de l'avis sur

				le dossier APD émis par le MOA
J.4	M.2 PRO	Note synthétique sur les observations retenues lors de la validation de l'APD à intégrer dans le PRO	TM2 + 15 jours	Date de notification de l'OS de la mission M2 : TM2
J.5		Etudes de niveau de projet	TM2 + 40 jours	Date de notification de l'OS de la mission M2 : TM2
J.6		Note définitive de stratégie d'achats et d'allotissement		
J.7		Reprise du dossier PRO pour intégration des remarques du MOA	10 jours	A compter de la notification de l'avis sur le dossier PRO émis par le MOA
J.8	M.3 DCE et ACT	Dossier de consultation des entreprises	TM3 + 21 jours	Date de notification de l'OS de la mission M3 : TM3
J.9		Rapport d'analyse des candidatures	21 jours	Date d'ouverture des plis contenant les candidatures
J.10		Rapport d'analyse des offres	21 jours	Date d'ouverture des plis contenant les offres
J.10bis		Reprise des documents et /ou rapports d'analyse	72H	A compter de la notification de l'avis du MOA
J.11		CR de réunion	48H	A compter de la réunion
J.12		Courrier(s) nécessaire à la consultation (rejet, attribution, compléments d'informations, notification etc..)	5 jours	A compter de la demande du MOA
J.13		Réponse écrite et argumentée aux questions des entreprises	48H	A compter de la transmission de la question
J.14	M.4 DET	Outil de suivi des coûts du projet	TM4 + 7 jours Et tous les 7 du mois de la M4	A compter de la notification de l'OS de la mission M4 : TM4 Puis tous les 7 du mois de la M4

J.15		Compte-rendu de chantier	48 heures	A compter de la réunion de chantier
J.16		Vérification des projets de décomptes mensuels	14 jours	A compter de la réception par le MOE des projets de décompte mensuels
J.17		Etablissement des Décomptes Généraux	14 jours	A compter de la réception par le MOE des projets de décomptes finaux
J.18		Traitement et notification des prix nouveaux (refus compris)	10 jours	A compter de la réception des PN des entreprises travaux
J.19		Proposition et rédaction d'avenant et/ou courriers	10 jours	A compter de la demande de la MOA
J.20	M.5 VISA	Conformité et visa d'exécution	15 jours	Réception par le MOE des documents de l'entreprise
J.21		Tableau de traçabilité diffusé au MOA, CSPS	TM5+7 jours	A compter de la notification de l'OS de la mission M5 : TM5
J.22		Mise à jour du tableau de traçabilité	Tous les 1 ^{ers} du mois jusqu'à la fin des travaux	
J.23	M.6 AOR GPA	Levée des réserves à la réception	50 jours	Notification de la décision de réception par le Maître d'ouvrage
J.24		Remise du DOE complet au MOA	60 jours	Date de réception des travaux
J.25		Instruction de mémoire en réclamation	30 jours	A compter de la réception du mémoire
J.26		Production d'un rapport d'analyse du désordre en Garantie de Parfait Achèvement	10 jours	Signalisation du désordre par le maître d'ouvrage
J.27		Procès-verbal	10 jours	Visite de fin de délai de parfait achèvement

MISSIONS COMPLEMENTAIRES				
J.28	M.7 INT	Production des documents techniques nécessaires à la bonne mise en œuvre des interfaces (notes de calcul ou de vérification, plans, schémas etc...)	7 jours	A compter de la demande du MOA
J.29		Production et mise à jour de la fiche d'interface	TM7+ 15 jours et mis à jour tous les 7 du mois	A compter de la notification de l'OS TM7
J.30	M8. SYN	Production du registre des points de conflits d'interface et mise à jour	TM8+7 jours et mis à jour tous les 7 du mois	A compter de la notification de l'OS TM8
	M.9 ADMI	Précisé(s) en phase Projets		
J.31	M.10 GED	Mise en place de la GED	TM10 ou TM1+30 jours	A compter de la notification de l'OS TM10 ou TM1
	M.11 CSSI	-	-	-
J.32	M.12COM/MAQ	Remise des plaquettes et/ou plans de communication	14 jours à compter de la demande du MOA	
J.33		Remise de la maquette	TM2+ 14 jours	
J.34	M.13 MOB	Livrables et études relatifs à la mission M13 (cf CCTP)	TM13+30 jours	A compter de la notification de l'OS TM13
J.35	M.14 SIG	Livrables et études relatifs à la mission M14 (cf CCTP)	TM14+30 jours	A compter de la notification de l'OS TM14

7 PRIX

7.1 Nature des prix

L'ensemble des prestations objet du présent marché est réglé par l'application d'un prix global et forfaitaire, indépendamment des quantités réellement mises en œuvre pour les réaliser.

Le prix global et forfaitaire est précisé dans l'Acte d'Engagement et détaillé au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Ce prix global et forfaitaire résulte de l'addition des prix forfaitaires de chaque mission.

▪ **Forfait définitif des missions complémentaires 7 à 14**

Les missions 7 et 14 sont rémunérées par des prix forfaitaires définitifs définis dans l'Acte d'Engagement du présent marché. Ces prix sont indépendants du Cout prévisionnel des travaux (C.APD) qu'il reviendra au Maître d'œuvre d'établir dans le cadre de ses études APD.

▪ **Forfait provisoire de la mission de base 1 à 7**

La mission de base est rémunérée par un forfait provisoire (F.^{PROV} MB) correspondant au produit des taux de rémunération (Tx. MB) fixés à l'Acte d'Engagement, par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle déterminée par le Maître d'ouvrage, également nommé ci-après le coût estimatif (C.O).

Le forfait définitif de rémunération de la mission de base (F.^{DEF} MB) sera établi en application des dispositions figurant ci-après dans le présent CCAP.

- Un avenant devra impérativement être signé par les parties au présent contrat pour formaliser le coût prévisionnel des ouvrages établi par le Titulaire au terme de ses études APD (C.APD) et qu'il s'engage à tenir dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre.
- Corrélativement, cet avenant viendra fixer définitivement la rémunération du Titulaire.
- Le forfait définitif de rémunération de la mission de base (F.DEF MB) sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M.0.

Les prix définitifs ainsi déterminés sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission, et sont réputés couvrir les conséquences pour le Titulaire des modifications de projet qui ne modifient pas le programme de l'opération.

Le forfait de rémunération ne pourra être modifié qu'en cas de modification de programme évaluée et approuvée au préalable par le Maître d'ouvrage, ou de prestations supplémentaires demandées par le Maître d'ouvrage (conformément à la procédure décrite à l'article 4.5 du présent CCAP).

Il est précisé que les reprises de prestations et prestations complémentaires consécutives soit à une intervention du contrôleur technique (CT), du coordonnateur en matière de santé et de sécurité (CSPS) destinés à pallier une omission, une imprécision ou une erreur du maître d'œuvre, ne sont pas des prestations supplémentaires.

7.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros, hors les taxes à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de toutes les prescriptions du présent contrat y compris toutes les dépenses résultant de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, les droits de brevet et les licences informatiques, assurances, impôts et taxes (excepté la TVA) et assurent au Titulaire les marges pour risques et aléas de toutes natures ainsi que les bénéfices. Ils incluent également ses propres frais d'assurance.

Les prix comprennent tous les frais du Titulaire liés à la coordination, l'ordonnancement et le pilotage à l'intérieur du groupement ainsi que la marge pour la défaillance éventuelle d'un cotraitant ou d'un sous-traitant.

Il appartient au Titulaire, compte tenu de sa compétence d'Homme de l'Art, d'appréhender la globalité d'une prestation dans toutes ses composantes.

Les prix tiennent compte notamment :

- Des frais de coordination et de direction de projet ;
- Des frais de reproduction de documents, de location des locaux du Titulaire, de déplacements et d'une manière générale, tous les frais généraux connexes à l'accomplissement des prestations
- Des frais de gestion des interfaces avec les autres intervenants ;
- De la réalisation de certaines activités en dehors des heures ouvrables (travaux de nuit et de week-end, essais, astreintes, participation aux réunions publiques, participation à des événements organisés par le Maître d'ouvrage...) ;
- Des reprises d'études exigées par le Maître d'ouvrage à la suite de ses remarques ;
- Des reprises de plans pour assurer la coordination et la synthèse des études.
- Des contraintes d'hygiène et sécurité ;
- De la politique environnement à mettre en œuvre ;
- De toutes les charges fiscales et parafiscales,
- De tous les frais d'assurance (vol, incendie, dégâts, etc...) couvrant les prestations jusqu'à leur fin d'exécution,
- De tous les frais de location éventuelle des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- De toutes les dépenses afférentes à l'organisation des prestations nécessaires à la sécurité des travailleurs et toutes mesures de caractère commun.

7.3 Variation des prix

Les prix de l'ensemble du présent marché sont révisables à la date anniversaire du marché.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres, appelé mois zéro (M0).

L'index de révision (I) applicable au prix du présent marché est l'index ING Ingénierie.

La révision du prix est opérée par application à l'acompte du mois N d'un coefficient (Cn) de révision donné par la formule :

$$Cn = 0,2 + 0,8 \times (In/I0)$$

Dans laquelle I0 et In sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Pour tous les éléments de mission du présent marché, l'index pris est l'index du mois au cours duquel la part de la prestation relative à l'acompte concerné a été exécutée.

En cas de disparition de l'indice ou de l'index, le nouvel indice ou index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Lorsque la valeur finale des index ou indices n'est pas connue lors du mandatement, le MOA procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le Maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index ou indices correspondants sont publiés.

Application de l'arrondi au millième supérieur

Les arrondis s'effectueront avec 3 décimales.

Lorsque la 4ème décimale est > 5 la 3ème décimale est arrondie à l'unité suivante.

Lorsque la 4ème décimale est < 5 on garde la 3ème décimale.

NB : Dans le cas où la demande de révision interviendrait postérieurement à la date anniversaire du marché, les prix seront révisés à compter de la date de réception de la demande, sans possibilité de régularisation rétroactive.

Le Maître d'œuvre joint obligatoirement un état de révision à l'appui de sa demande de paiement et il indique au Maître d'ouvrage son calcul et ses sources d'information avec l'indice retenu.

Ce coefficient de révision ne pourra être appliqué sur une facture qu'après la validation du Maître d'ouvrage. Sans contestation de la part du Maître d'ouvrage mandaté, dans les 8 jours suivant la réception par celui-ci de l'annexe financière, les nouveaux prix sont considérés comme acceptés.

8 AVANCE

8.1 Contenu de l'avance

Une avance est accordée au Titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises. Cette avance sera versée au Titulaire sauf avis contraire de sa part indiqué dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

8.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations qui figure dans les décomptes mensuels, atteint ou dépasse cinquante pour cent (50 %) du montant TTC du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant TTC initial du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2191-7, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations sont réglées au terme de chaque élément de mission ou à l'avancement dans les limites des conditions et clefs de paiement définies ci-après.

En tout état de cause, la demande de paiement établie par le Maître d'œuvre comporte un compte rendu d'avancement des prestations indiquant le pourcentage d'avancement de leur exécution.

Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant a :

9.1 Règlement des éléments de missions Avant-Projet Détaillé (APD)

Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées de la manière suivante :

Prestation	Clefs de paiement
Etablissement et Remise des documents d'étude APD	50 %
Approbation du dossier APD par le MOA	50 %
Total	100 %

9.2 Règlement des éléments de missions Projet (PRO)

Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées de la manière suivante :

Prestation	Clefs de paiement
Etablissement et Remise des documents d'étude PRO	60 %
Au dépôt du PC	10%
Approbation du dossier PRO par le MOA	20 %
Validation du PC purgé de tout recours	10 %
Total	100 %

9.3 Règlement des éléments de missions d'assistance à la contractualisation des marchés de travaux (ACT)

Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées de la manière suivante :

Prestation	Clefs de paiement
Etablissement et Remise du DCE	50 %
Analyse des candidatures (rapport + réponses aux demandes des entreprises)	20 %
Analyse des offres (rapport + réponse aux demandes des entreprises)	20 %
Mise au point des marchés de travaux et acceptation par le Maître d'ouvrage des offres des entreprises	10 %
Total	100 %

9.4 Règlement des éléments de missions des prestations VISA

Les prestations incluses dans l'élément Visa sont réglées comme suit :

Prestation	Clés de paiement
------------	------------------

Sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises lors de la préparation du chantier, en vue d'être visés par le maître d'œuvre	20 %
En fonction de l'avancement sous forme d'acomptes mensuels proportionnellement au nombre de documents d'étude validés par rapport au document initial récapitulatif des documents d'études à valider	60 %
Sur production du document mentionné ci-dessus, complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires	20 %
Total	100 %

9.5 Règlement des éléments de missions de direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)

Les prestations incluses dans l'élément normalisé ci-avant sont réglées comme suit :

Prestation	Clés de paiement
En fonction de l'avancement de l'exécution sous forme d'acomptes trimestriels proportionnellement au nombre de jours d'avancement du chantier	80 %
L'accusé de réception par le Maître d'ouvrage des projets de décomptes finaux de tous les lots	10 %
A la date de l'accusé de réception, par le Maître d'ouvrage, des décomptes généraux devenus définitifs par les signatures sans réserve des entrepreneurs, ou après traitement des réclamations éventuelles des entreprises ;	10 %
Total	100 %

9.6 Règlement des éléments de missions d'assistance au Maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Les prestations incluses dans l'élément normalisé ci-avant, sont réglées comme suit :

Prestation	Clés de paiement
A la date d'accusé de réception par le Maître d'ouvrage de la proposition du Maître d'œuvre de réception des travaux.	40 %
A la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) avec visa du Maître d'œuvre.	40 %
A la date d'accusé de réception du dernier procès-verbal de levée de toutes les réserves.	20 %

9.7 Règlement des éléments de missions complémentaires

Ces éléments sont réglés comme suit : en fonction de l'avancement des missions, selon un échéancier proposé par le Maître d'œuvre en réunion de lancement.

9.8 Règlement du solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le Maître d'œuvre adresse au Maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final. Le décompte final établi par le Maître d'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité éventuelle pour non-respect des engagements du Maître d'œuvre sur les couts ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'œuvre en application du présent marché ;

La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Sur la base du décompte final, le Maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) L'état du solde à verser au Titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;

- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître d'ouvrage notifie au Maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'œuvre.

9.9 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation EDIFLEX (cf annexe 3). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information de gestion financière de l'entité publique)

Outre les mentions légales, les factures doivent indiquer :

- Le numéro du marché
- N° de l'ordre de service et sa date d'émission
- La nature de la prestation par référence aux éléments de mission
- La quantité exécutée en pourcentage
- Le prix de règlement
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- La date de la facture

Toute facture ou demande d'acompte ne comportant pas les mentions requises ci-avant sera retournée à son émetteur.

9.10 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €H.T. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.11 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

9.12 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du MOA au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Le Titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au MOA. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au MOA accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le MOA adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le MOA de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le MOA de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le MOA informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

10 ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE

L'objectif du Maître d'ouvrage étant de maîtriser le coût des travaux tels qu'ils sont définis aux niveaux fonctionnel, technique et architectural, le Titulaire s'engage à mobiliser tous les moyens pour atteindre cet objectif.

Dans cette optique, le Titulaire doit s'engager sur le coût des travaux conformément aux modalités précisées ci-dessous. Il pourra également bénéficier d'une prime.

10.1 Définitions des termes de l'engagement

L'engagement du Titulaire sur le coût des travaux sera apprécié à différentes phases du projet, par rapport au :

10.1.1 Coût estimatif des travaux (C.0)

Le coût estimatif des travaux est évalué par la Maîtrise d'ouvrage à l'occasion de l'établissement du programme et de l'enveloppe prévisionnelle.

10.1.2 Coût prévisionnel des travaux (C.APD)

Le coût prévisionnel des travaux est évalué par le Titulaire au terme de ses études APD, dans les conditions économiques du mois M0, et est soumis à l'accord du Maître d'ouvrage.

Ce coût couvre toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation du programme, à l'exclusion :

- De la rémunération des différents prestataires de services intervenant sur l'opération, et notamment le CSPS, le contrôle technique, les assistants à maîtrise d'ouvrage,
- De tous les frais financiers.
- De la catégorie prescrite dans l'article 10.2 du CCAP.

Un avenant au présent marché sera signé pour fixer le coût prévisionnel des ouvrages (C^{APD}) sur lequel le Titulaire s'engage à l'issue de la phase APD.

10.1.3 Coût initial des travaux (Ci.TVX)

Le coût initial des travaux ($Ci.TVX$) est constaté par le Titulaire au terme de la mission ACT, après qu'ait été signé l'ensemble des marchés de travaux dont le Titulaire a la charge en tant que Maître d'Œuvre. Ce coût initial des travaux ($Ci.TVX$) résulte de la somme des montants initiaux des marchés de travaux tels qu'ils ont été notifiés aux entreprises par le Maître d'ouvrage, après éventuelles négociations et mises au point.

10.1.4 Coût final des travaux (Cf.TVX)

Le coût final des travaux ($Cf.TVX$) est constaté par le Titulaire au terme de la réalisation des différents travaux. Ce coût résulte des décomptes généraux et définitifs, comprend les avenants passés en cours de chantier ou en fin de travaux et inclut les réclamations et les éventuelles modifications de projet. Les montants retenus pour les réclamations correspondent à ceux réglés par la maîtrise d'ouvrage en réponse aux demandes de rémunération complémentaire des entreprises, que ce règlement corresponde à celui proposé par le Titulaire suite à son instruction des réclamations, à celui proposé par le Comité de Règlement Amiable des litiges, ou à celui décidé par le juge administratif.

10.1.5 Forfait provisoire de rémunération

En complément de l'article 7.2 du présent CCAP, le montant du forfait provisoire de rémunération des missions de base a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du MOA lors de la passation du marché tels que :

- Le contenu des missions fixé par le CCAP et le CCTP et Programme
- Le Programme
- Le cout estimatif des travaux fixé par le MOA et indiqué à l'AE
- Les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- Les délais des études du MOE
- Les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux et leur éventuel phasage
- Le découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- La continuité du déroulement de l'opération
- Les couts en matière d'assurance pesant sur le MOE

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux fixé à l'acte d'engagement ($Tx.prov$) par le coût estimatif des travaux ($C0$), déterminé à l'issue du concours :

$$F_{prov.MB} = Tx.prov \times C0$$

10.2 Etudes supplémentaires

Lors des études et des travaux les modifications dans la consistance du projet seront classées par le MOA dans l'un des 4 catégories ci-après :

1. Modifications qui s'imposent au MOA du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la date de signature du présent marché

2. Modifications, résultant de prestations supplémentaires ou modificatives du programme demandées par le Maître de l'ouvrage et validées par ce dernier
3. Modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux,
4. Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet.

10.2.1 Catégorie 1 et 2

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le MOE aux conditions économiques du mois m0 du présent marché.

Lorsqu'elles interviendront lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois m0 en le multipliant par le rapport de l'index de références du mois m0 d'établissement du présent marché d'ingénierie sur l'index du mois m0 d'établissement du marché de travaux.

Les valeurs estimées par le MOE ou chiffrées par les entreprises travaux devront être validées par le MOA.

L'incidence financière des modifications de catégories 1 et 2 augmentera le montant Coût estimatif des travaux (C0) affectée aux travaux par le MOA et devra être mis en exergue dans les études du MOE (APD et PRO).

10.2.2 Catégorie 3

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du MOA) donner droit à une modification de la rémunération forfaitaire du MOE,

10.2.3 Catégorie 4

Ce cas peut se produire, si surviennent certaines difficultés, au cours de la réalisation des travaux, ainsi : lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que le coût prévisionnel des travaux devient supérieur à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier.

Le MOE ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers. Son forfait sera augmenté du taux d'honoraires appliqué au surcoût des travaux (forfait définitif) et cela par voie d'avenant.

10.3 Engagement par rapport au cout estimatif des ouvrages (c.0)

En cas de divergence entre Cout prévisionnel des travaux établi par le Titulaire (C^{APD}) et le coût estimatif des travaux (C.0) établi par le Maître d'ouvrage, le Titulaire transmet au Maître d'ouvrage un rapport expliquant l'écart entre le (C^{APD}) et le C.0 pour la réalisation du programme.

A cette occasion, le Titulaire peut proposer dans son rapport les précisions, ajustements ou modifications qui lui paraissent nécessaires d'apporter au programme pour ramener le C^{APD} au niveau du C.0. Trois cas de figure sont alors possibles :

10.3.1 Cas 1 : l'écart entre C.APD et C.0 est compris entre 0 et 2,5%

Dans cette hypothèse, le forfait provisoire de rémunération du Titulaire, tel que défini précédemment, est inchangé et devient le forfait définitif de rémunération.

Pareillement, il est précisé que si C^{APD} est inférieur à C.0, le forfait provisoire de rémunération du Titulaire, tel que défini précédemment, est inchangé et devient le forfait définitif de rémunération.

Ce forfait définitif ainsi déterminé est formalisé par voie d'avenant.

10.3.2 Cas 2 : l'écart entre C.APD et C.0 est compris entre 2,5 et 10%

Dans cette hypothèse, le Maître d'ouvrage peut :

- Refuser de réceptionner les prestations à remettre à ce stade par le Titulaire et lui demander de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec le Coût estimatif des ouvrages (C.0) qu'a établi par le Maître d'ouvrage, auquel cas les délais nécessaires pour effectuer ces reprises et présenter les études ainsi reprises ne pourront justifier aucune prolongation de délais.
- Accepter le Coût Prévisionnel des Travaux (C.^{APD}), les forfaits définitifs du marché étant alors calculés comme suit :

Les Forfaits définitifs sont égaux au produit du taux définitif de rémunération Tx.^{def} par le coût prévisionnel C.^{APD}, étant entendu que le taux définitif de rémunération Tx.^{def} est calculé comme suit :

$$Tx.^{def} MB = Tx.^{prov} \times (0,20 + 0,80 \times C0 / C.^{APD})$$

Ainsi, le forfait définitif pour la mission de base est calculé comme suit ;

$$F.^{DEF} MB = C.^{APD} \times Tx.^{def} MB = C.^{APD} \times Tx.^{prov} MB \times (0,20 + 0,80 \times C0 / C.^{APD})$$

Ce forfait définitif ainsi déterminé est formalisé par **voie d'avenant dans un délai de 60 jours à compter de la validation des études APD.**

10.3.3 Cas 3 : l'écart entre C.APD et C.0 est supérieur à 10%

Dans cette hypothèse, le Maître d'ouvrage refuse de réceptionner les prestations à remettre à ce stade et demande au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière (cas 1 ou cas 2). Les délais nécessaires pour représenter les prestations ne pourront justifier par eux-mêmes une prolongation du délai contractuel.

Il est précisé que dans les trois cas de figure précités, ne sont pas prises en compte les modifications de programme demandées par le Maître d'ouvrage.

Ainsi, le rendu APD devra bien mettre en exergue le C.APD sans modification de programme.

Le Titulaire indique dans son rapport d'activité mensuel les conséquences financières des décisions ou hypothèses prises en cours d'études, en fonction de l'avancement de ses études. Il reprend ou complète ses études au fur et à mesure s'il apparaît que ces éléments sont de nature à entraîner un dépassement du C.0.

10.4 Engagement sur le cout prévisionnel des ouvrages (C.APD)

Les missions du Titulaire comportent l'assistance au Maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux. A ce titre, il incombe au Titulaire de s'attacher au respect de l'objectif de coût C.^{APD} et de procéder à la reprise des études chaque fois que cela est nécessaire.

Après avoir établi C.^{APD} en accord avec le Maître d'ouvrage, le Titulaire indique dans son rapport d'activités mensuel les conséquences financières des décisions ou hypothèses prises en cours d'études PRO, en fonction de l'avancement de ses études. Il reprend ou complète ses études au fur et à mesure s'il apparaît que ces éléments sont de nature à entraîner un dépassement du C.^{APD}.

Le respect de l'engagement est contrôlé au cours et à la fin de la phase d'assistance à la passation des contrats de travaux, lorsque sont remises les offres des entreprises travaux. Lors de cette étape, le coût initial des travaux Ci.^{TVX} résultant des offres remises par les entreprises candidates aux marchés de travaux est comparé au coût

prévisionnel des travaux C^{APD} sur lequel le Maître d'œuvre s'est engagé à l'issue de la validation de l'APD par le Maître d'ouvrage.

Pour permettre cette comparaison, les montants résultants des offres des entreprises candidates sont ramenés à la date du coût C_0 (M0) par application des clauses de révision de prix de chaque marché ou à défaut par simple rapport des index TP01 pris au mois de base des offres de travaux et au mois M0 du présent marché. Les coefficients seront arrondis au millième supérieur.

Sur cette base, plusieurs cas de figure sont envisageables :

10.4.1 Cas 1 : le Ci^{TVX} dépasse le C^{APD} dans une fourchette comprise entre 0 et 2,5%

Dans cette hypothèse, le Maître d'ouvrage peut demander au Maître d'œuvre de déclarer la procédure infructueuse et de reprendre ses études dans le délai qu'il prescrit, sans rémunération supplémentaire, pour aboutir à un ou des nouveaux dossiers de consultation des entreprises, ou à une nouvelle base de négociations devant conduire au respect final du coût C^{APD} .

Le Maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens dans les délais mentionnés à l'ordre de service exigeant la reprise des études. Le nouveau dossier de consultation des entreprises est soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage.

10.4.2 Cas 2 : le Ci^{TVX} dépasse le C^{APD} de plus de 2,5%

Dans cette hypothèse, le Maître d'ouvrage :

- Peut demander au Maître d'œuvre de déclarer la procédure infructueuse et de reprendre ses études dans le délai qu'il prescrit, conformément à l'alinéa précédent,
- Lui applique, en tout état de cause (c'est-à-dire, que les reprises d'études soient ou non exigées), une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$\text{Pénalité sur } Ci^{TVX} = 5\% \times (Ci^{TVX} - C^{APD})$$

10.5 Engagement sur le cout final des travaux (Cf^{TVX})

La mission confiée au Titulaire comporte la direction de l'exécution des contrats de travaux et l'assistance lors des opérations de réception. Le respect de l'engagement du Titulaire est contrôlé après exécution complète des travaux, au regard du cout final des travaux (Cf^{TVX}) qui n'est autre que le montant constaté des travaux dont le Titulaire a assuré la maîtrise d'œuvre.

Pour permettre la comparaison entre le montant constaté des travaux Cf^{TVX} et le coût initial des travaux déterminé à l'issue de la phase ACT, et le Coût prévisionnel des travaux C^{APD} déterminé à l'issue de la phase APD, les montants Cf^{TVX} , Ci^{TVX} et C^{APD} sont ramenés à la date du coût C_0 (M0) par application des clauses de révision prévus dans chaque marché ou à défaut par simple rapport des index TP01 pris au mois de base des offres de travaux. Les coefficients seront arrondis au millième supérieur.

Lorsque Cf^{TVX} est supérieur de plus de 5% au Ci^{TVX} éventuellement complété des travaux complémentaires/supplémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage au cours de l'exécution de la mission de base (Modifications de Programme dénommées ci-après deltaMP), le Titulaire se voit appliquer une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$\text{Pénalité sur } Cf^{TVX} = 10\% \times (Cf^{TVX} - (Ci^{TVX} + \text{deltaMP}))$$

Lorsque Cf^{tvx} est inférieur à C^{APD} , éventuellement complété du coût des travaux complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage dans le courant de l'exécution (Modifications de Programme ci-après dénommées deltaMP), le Titulaire a droit à une prime calculée de la manière suivante :

$$\text{Prime} = 10\% \times [(C^{APD} + \text{deltaMP}) - Cf^{tvx}]$$

Le montant de la prime est plafonné à 10% du montant du forfait définitif de la mission de base.

Cette prime ne sera libérée qu'à l'occasion du règlement du solde du marché.

11 PENALITES

11.1 Comptabilisation des pénalités

Les pénalités que le Titulaire doit au Maître d'ouvrage ne sont pas soumises à TVA.

L'application de l'une des quelconques pénalités prévues par le présent contrat, quelle qu'en soit la cause (retard d'exécution ou autre), est automatique et n'est donc pas conditionnée par une mise en demeure préalable du prestataire d'exécuter l'obligation contractuelle.

Les pénalités sont applicables sans minimum de montant et sont toutes cumulables. Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au titre de l'exécution de la mission. En fin d'opération, un état récapitulatif sera établi pour la rémunération finale.

Il n'y a pas de forclusion si les pénalités ne sont pas recensées dans les décomptes mensuels.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

11.2 Pénalités de retard pour non-respect des délais d'exécution

Le tableau ci-dessous recense les jalons d'exécution ainsi que les pénalités de retard qui y sont associées.

Ces pénalités s'appliqueront dès lors qu'un livrable documentaire ne sera pas transmis au Maître d'ouvrage avant les dates prescrites, mais également lorsque les livrables transmis ne seront pas :

- Conformes aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu,
- Complets, finalisés et mis à jour,
- Clairs, concis et précis,
- Intelligibles, compréhensives, et dénués d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

Intitulé du Jalon	Missions	Désignation du livrable	Délais d'établissement (au plus tard) du jalon	Point de départ du délai	Pénalité en € / jour de retard
Autres					
Général		Plan de management de Projet	21 jours	A compter de la notification du marché	1000€

		Plan d'Assurance Qualité	21 jours	A compter de la notification du marché	1000 €
		Fiche modificative	15 jours	A compter de la notification de la demande du MOA	500 €
MISSIONS DE BASE					
J.1	M.1 APD	Avant-projet Définitif V1	TM1 + 80 jours	Date de notification de l'ordre de service de la mission M1 : TM1	2000€
J.2		Note de stratégie d'achats et d'allotissement	TM1 + 80 jours		500 €
J.3		Reprise du dossier APD V2	20 jours	A compter de la notification de l'avis sur le dossier APD émis par le MOA	1000 €
J.4	M.2 PRO	Note synthétique sur les observations retenues lors de la validation de l'APD à intégrer dans le PRO	TM2 + 15 jours	Date de notification de l'OS de la mission M2 : TM2	500€
J.5		Etudes de niveau de projet	TM2 + 40 jours	Date de notification de l'OS de la mission M2 : TM2	2000 €
J.6		Note définitive de stratégie d'achats et d'allotissement			500 €
J.7		Reprise du dossier PRO pour intégration des remarques du MOA	10 jours	A compter de la notification de l'avis sur le dossier PRO émis par le MOA	1000 €

J.8	M.3 DCE et ACT	Dossier de consultation des entreprises	TM3 + 21 jours	Date de notification de l'OS de la mission M3 : TM3	1000 €
J.9		Rapport d'analyse des candidatures	21 jours	Date d'ouverture des plis contenant les candidatures	500 €
J.10		Rapport d'analyse des offres	21 jours	Date d'ouverture des plis contenant les offres	500 €
J.10bis		Reprise des documents et /ou rapports d'analyse	72H	A compter de la notification de l'avis du MOA	500€
J.11		CR de réunion	48H	A compter de la réunion	100 €
J.12		Courrier(s) nécessaire à la consultation (rejet, attribution, compléments d'informations, notification etc..)	5 jours	A compter de la demande du MOA	500 €
J.13		Réponse écrite et argumentée aux questions des entreprises	48H	A compter de la transmission de la question	100 €
J.14	M.4 DET	Outil de suivi des coûts du projet	TM4 + 7 jours Et tous les 7 du mois de la M4	A compter de la notification de l'OS de la mission M4 : TM4 Puis tous les 7 du mois de la M4	500 €

J.15		Compte-rendu de chantier	48 heures	A compter de la réunion de chantier	100 €
J.16		Vérification des projets de décomptes mensuels	14 jours	A compter de la réception par le MOE des projets de décompte mensuels	500€
J.17		Etablissement des Décomptes Généraux	14 jours	A compter de la réception par le MOE des projets de décomptes finaux	500€
J.18		Traitement et notification des prix nouveaux (refus compris)	10 jours	A compter de la réception des PN des entreprises travaux	500€
J.19		Proposition et rédaction d'avenant et/ou courrier	10 jours	A compter de la demande de la MOA	500€
J.20	M.5 VISA	Conformité et visa d'exécution	15 jours	Réception par le MOE des documents de l'entreprise	500€
J.21		Tableau de traçabilité diffusé au MOA, CSPS	TM5+7 jours	A compter de la notification de l'OS de la mission M5 : TM5	100€
J.22		Mise à jour du tableau de traçabilité	Tous les 1 ^{ers} du mois jusqu'à la fin des travaux		100€
J.23	M.6 AOR GPA	Levée des réserves à la réception	50 jours	Notification de la décision de réception par	1000€

				le Maître d'ouvrage	
J.24		Remise du DOE complet au MOA	60 jours	Date de réception des travaux	500€
J.25		Instruction de mémoire en réclamation	30 jours	A compter de la réception du mémoire	2000€
J.26		Production d'un rapport d'analyse du désordre en Garantie de Parfait Achèvement	10 jours	Signalisation du désordre par le maître d'ouvrage	1000€
J.27		Procès-verbal	10 jours	Visite de fin de délai de parfait achèvement	500€
MISSIONS COMPLEMENTAIRES					
J.28	M.7 INT	Production des documents techniques nécessaires à la bonne mise en œuvre des interfaces (notes de calcul ou de vérification, plans, schémas etc...)	7 jours	A compter de la demande du MOA	100€
J.29		Production et mise à jour de la fiche d'interface	TM7+ 15 jours et mis à jour tous les 7 du mois	A compter de la notification de l'OS TM7	100€
J.30	M8. SYN	Production du registre des points de conflits d'interface et mise à jour	TM8+7 jours et mis à jour tous les 7 du mois	A compter de la notification de l'OS TM8	100€

	M.9 ADMI	Précisé en phase Projets			
J.31	M.10 GED	Mise en place de la GED	TM11ou TM1 + 30 jours	A compter de la notification de l'OS TM10 ou TM1	2000 €
J.32	M.12COM/MAQ	Remise des plaquettes et/ou plans de communication	14 jours à compter de la demande du MOA		500 €
J.33		Remise de la maquette	TM2 + 14 jours		1000€
J.34	M13 MOB	Livrables et études relatifs à la mission M13 (cf CCTP)	TM13+30 jours	A compter de la notification de l'OS TM13	500 €
J.35	M14 SIG	Livrables et études relatifs à la mission M14 (cf CCTP)	TM14+30 jours	A compter de la notification de l'OS TM14	500 €

11.3 Autres pénalités

11.3.1 Pénalité pour manquement dans le cadre de la mission DET

Dans le cadre de sa mission DET, le Maître d'œuvre doit veiller à l'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à **la sous-traitance**. Par conséquent, en cas de manquement à son obligation d'avertir sans délai le Maître d'ouvrage de la présence de sous-traitant non agréé sur le chantier, le Maître d'œuvre subira une pénalité de 500,00 € H.T par infraction constatée.

En cas de **manquement concernant le dispositif visible d'identification** par le Titulaire, chaque cotraitant et sous-traitant, le Titulaire devra supporter une pénalité de 100,00 € H.T par manquement constaté.

11.3.2 Pénalité pour absence aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

En application des articles L.4532-10 à L. 4532-15 et R. 4532-77 à R. 4532-94 du Code du travail, les entreprises tenues d'assister aux réunions du CISSCT doivent être représentées par un collaborateur qualifié, ayant une connaissance suffisante du chantier et habilité à cet effet ainsi que par un salarié effectivement employé sur le chantier désigné conformément à l'article R. 4532-80.

Toute absence est consignée dans les comptes rendus.

En cas d'absence aux réunions, le Titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1000 € par réunion.

11.3.3 Pénalité pour absences aux OPR

En cas d'absence du représentant du Maître d'œuvre aux OPR, il sera appliqué à ce dernier une pénalité de 500 €/j de retard, calculée entre la date initiale et la date définitive de signature des OPR.

11.3.4 Pénalités pour non-remplacement du Directeur de projet par une personne de compétences équivalentes

La bonne exécution des prestations dépendant fortement des personnes mobilisées et chargées d'assurer les fonctions clefs identifiées à **l'Acte d'Engagement, remis en phase projets**

En cas d'indisponibilité d'une ou de plusieurs des personnes nommément désignées à l'Acte d'Engagement comme ayant la charge d'une fonction clef, le Titulaire doit en aviser par écrit le Maître d'ouvrage dans les cinq (5) jours suivant cette indisponibilité, puis désigner et soumettre au Maître d'ouvrage, dans les quinze (15) jours suivant la notification de l'indisponibilité de la personne en cause, un remplaçant ayant des compétences et un niveau d'expérience comparables.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser le remplaçant proposé si celui ne dispose pas de compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux des personnes désignées à l'Acte d'Engagement.

Concernant le Directeur de Projet, si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant proposé par le Titulaire, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la notification de ce refus pour désigner un autre remplaçant de compétences équivalentes et en informer le Maître d'ouvrage.

Si au terme de ce délai de cinq (5) jours le remplaçant proposé ne dispose pas des compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux du Directeur de Projet désigné à l'Acte d'Engagement, le Maître d'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de 5 000 €.

12 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION

En cours d'exécution, le marché pourra être modifié dans les limites définies au présent article.

12.1 Imprévision

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution quel que soit le montant dans les limites définies comme suit :

- Pour la réalisation de prestations complémentaires non prévisibles à la date de passation du contrat et qui s'avèrent nécessaires pour la bonne exécution du marché public ;
- Parce que la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

En application de l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique, le montant de chaque modification ne peut être supérieur à 50% du montant du marché initial.

Pour toute autre modification n'entrant pas dans le champ susmentionné, et sous réserve que la modification en cours d'exécution du contrat ne soit pas substantielle, le présent marché pourra faire l'objet d'acte modificatif en cours d'exécution.

En cas de modification du Titulaire initial, le marché pourra faire l'objet d'une clause de réexamen, sous réserve d'un niveau de compétences et de capacités techniques et financières égales au Titulaire initial.

12.2 Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

12.2.1 Remplacement du Titulaire initial par un nouveau Titulaire en cours d'exécution

Le Titulaire unique pourra proposer au Maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

À l'issue de cet examen, le Maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG MOE, quelle que soit la nature du groupement.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité, **par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG MOE** :

- Soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- Soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

12.2.2 Remplacement du mandataire Titulaire en cours d'exécution

En cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, il sera fait application des dispositions de l'article 15.1, **par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG MOE**.

13 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

13.1 Responsabilités

D'une manière générale, le Maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des dispositions du présent marché, et des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le Maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1382 et suivants, 1792 et 1792-2 du Code civil.

13.2 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire et, le cas échéant, ses cotraitants et leurs sous-traitants doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile et décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître d'ouvrage, à l'occasion de l'exécution des prestations objet de la présente consultation.

Cette production est impérative à chaque échéance et renouvellement desdites assurances.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risque du prestataire.

Les montants des garanties de cette assurance doivent être suffisants au regard de la réalité des risques que le Maître d'œuvre encourt au titre des responsabilités qui lui incombent.

Les montants des garanties par nature de dommages au titre de cette assurance ne constituent en aucun cas une limite des responsabilités encourues ou des garanties dues par le Maître d'Œuvre.

14 DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG MOE.

15 APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL (ART. D.8222-5)

Le Titulaire s'engage à remettre au Maître d'ouvrage, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du Code du travail :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de groupement, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

16 RESILIATION DU MARCHE

16.1 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés au stade de la candidature ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 30 du CCAG-MOE et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 34 du CCAG-MOE.

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les obligations du marché, le Maître d'ouvrage serait en droit de le résilier, et le cas échéant de résilier le marché, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, dans les conditions de l'article 30 du CCAG-MOE et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 34 du CCAG-MOE.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au Titulaire restée infructueuse conformément à l'article 30.2 du CCAG-MOE, celle-ci est adressée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et son délai d'exécution est fixé dans ladite mise en demeure.

Le marché résilié, est liquidé dans les conditions de l'article 32 du CCAG-MOE.

16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cas où le Maître d'ouvrage souhaiterait mettre fin au marché pour motif d'intérêt général, celui-ci sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Le paiement se fera au prorata des prestations admises.

La résiliation ouvre droit à une indemnisation d'une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 3%.

16.3 Changement de situation au regard des interdictions de soumissionner

En application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique, si le Titulaire du marché se retrouve placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du même code, ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, le Maître d'ouvrage peut résilier le marché, pour ce motif.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au Titulaire par le Maître d'ouvrage. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

16.4 Manquement constaté par la CJUE

En application de l'article L. 2195-5 du Code de la commande publique, lorsque le marché public n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés publics qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il peut être résilié par le Maître d'ouvrage.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au Titulaire par le Maître d'ouvrage. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

17 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Maître d'œuvre s'engage à respecter la réglementation et législation en vigueur en matière de traitement des données personnelles, notamment le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Le Maître d'œuvre s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires de sécurité et de confidentialité relatives aux traitements de données personnelles qu'il pourrait utiliser ou sur lesquels il aurait à intervenir dans le cadre du présent marché. Il traite les données à caractère personnel pour les seuls besoins de l'exécution du présent marché. Aucune stipulation du présent marché ne saurait être interprétée comme lui conférant un quelconque droit de propriété sur les données ou informations, base de données, fichiers ou leurs suites et analyses. Il s'interdit de les utiliser pour un usage autre que celui prévu au présent marché.

Il s'engage également à mettre en œuvre, à ses frais, les mesures adéquates de protection des fichiers, données, et documents communiqués par le Maître d'ouvrage ou dont il a connaissance à l'occasion du présent marché, en ce compris les prestations réalisées dans le cadre de l'exécution du présent marché et à respecter le cas

échéant les instructions du Maître d'ouvrage à cet égard. Le Maître d'œuvre s'oblige également à stocker et rendre ces données accessibles sur les dispositifs qui lui seraient indiqués par le Maître d'ouvrage, le cas échéant.

Le Maître d'œuvre met en œuvre les procédures et les mesures de sécurité adéquates pour protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute forme illicite de traitement. Ces mesures de sécurité assurent en outre un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et aux coûts de mise en œuvre. Dans l'éventualité d'une anomalie (violation, perte), le Prestataire est tenu d'en informer sans délai le Maître d'ouvrage

A cet effet, le Maître d'œuvre a mis en œuvre les mesures techniques et d'organisation liées à la sécurité nécessaires. Il maintient ces mesures pendant toute la durée de l'Opération et en justifie à première demande. Toute modification de ces mesures à l'initiative du Maître d'œuvre peut être mise en œuvre dès lors qu'elle respecte les conditions cumulatives suivantes :

1. Ne pas altérer le niveau des prestations,
2. Ne pas engendrer de modifications pour le Maître d'ouvrage
3. Ne pas engendrer de coût pour le maître d'ouvrage
4. Accroître le niveau de sécurité

18 CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Chaque partie s'engage à conserver secrets et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de l'autre partie, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Chaque partie se porte garante du respect par ses agents ou par les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de secret.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du marché et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le non-respect de ses engagements par le Titulaire expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales.

19 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du marché.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par les articles L2197-1 et suivant du code de la commande publique, le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

20 DEROGATIONS

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-Maîtrise d'œuvre par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

Articles du CCAP dans lesquels sont introduites des dérogations au CCAG-MOE	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
2.1	4
2.3	3.5.4
4.4.2	3.8.3
12.3.2	4.1

*** Fin du document ***